

NOTE DE CADRAGE DE LA REUNION TECHNIQUE DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE ET DES FORA REGIONAUX EN CONTRIBUTION A LA SESSION DU COMITE D'APPUI TECHNIQUE ET DES REUNIONS DE HAUT NIVEAU DU MECANISME REGIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD CADRE POUR LA PAIX, LA SECURITE ET LA COOPERATION POUR LA RDC ET LA REGION ET DU PACTE DE LA CIRGL SUR LA PAIX, LA SECURITE, LA STABILITE ET LE DEVELOPPEMENT

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La Région des Grands Lacs d'Afrique (RGL) a été pendant les deux dernières décennies, le théâtre de crises politiques et sécuritaires profondes et récurrentes. Depuis la signature de l'Accord-cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération pour la RDC et la région, des efforts ont été consentis par les institutions régionales et internationales pour associer la société civile de la RGL à la mise en œuvre de cet Accord et contribuer à asseoir une paix durable dans la région. Parmi ces initiatives, il convient de noter celles prises par la Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs (CIRGL), parmi lesquelles : i) l'institution du forum de la société civile visant à structurer divers groupes d'intérêt et leur permettre de se faire entendre dans le cadre du processus décisionnel ; ii) le travail de recherche, de formation, de suivi et de mobilisation sur les droits humains, les violences sexistes et sexuelles et basées sur le genre, entrepris par la CIRGL à travers ses centres de Kampala et de Lusaka ; iii) le Plan d'action régional développé pour la mise en œuvre de la Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies 1325 de 2000 sur les Femmes, Paix et Sécurité.

Le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la RGL connu sous son acronyme anglais OSESG-GL a été créé en 2013 avec pour mandat d'appuyer la paix et la stabilité dans la région. Conformément à sa mission, l'OSESG-GL organise périodiquement, dans le cadre des missions de suivi du Comité consultatif de la Plateforme des Femmes et lors des missions officielles de l'Envoyé spécial, avec les points focaux de la société civile, les partenaires de l'ONU sur le terrain et la CIRGL, des consultations nationales ayant pour but d'encourager la société civile à s'intéresser davantage à l'Accord-cadre et à se l'approprier. En plus, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a en outre invité l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour la RGL à « conduire un processus politique global ouvert à toutes les parties prenantes en vue de remédier aux causes profondes du conflit dans les Grands Lacs africains ».

C'est à ce titre que les ministres de la Justice de la région se sont engagés, lors de leur réunion tenue à Nairobi en mai 2019, à promouvoir les droits des femmes, notamment en adoptant, ratifiant et en transposant dans leurs corpus juridiques internes les instruments internationaux et régionaux visant à mettre fin à la discrimination et à la violence à l'égard des femmes ; en mettant en œuvre le Protocole de la CIRGL sur la prévention et la répression de la violence sexuelle contre les femmes et les enfants de 2006 et en consacrant des fonds suffisants à la lutte contre la violence à l'égard des femmes.

Dans le cadre de ce qui précède et sous l'impulsion de deux plateformes de la société civile, le Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC) d'une part, et la Concertation des Collectifs des Associations Féminines dans la Région des Grands Lacs (COCAFEM-GL) d'autre part, les femmes de la société civile de la région ont pu échanger sur l'évolution de la condition et du statut des femmes. Elles ont ainsi proposé des stratégies idoines visant à contribuer à l'accélération la mise en œuvre des engagements pris par les Etats membres de la région des Grands Lacs, la représentation et la participation des femmes au sein des instances et des processus de prise de décisions et la fin de l'impunité pour les crimes de violences faites aux femmes.

En conformité avec sa mission, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire Général pour les Grands Lacs et en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires institutionnels, souhaite organiser en collaboration avec les membres du Comité consultatif de la Plateforme des femmes pour l'Accord-cadre (ONU, UA, CIRGL), les partenaires de la Société civile (FFC et COCAFEM-GL) ainsi que les agences du système des Nations Unies (ONU Femmes et , UNFPA) un dialogue de Haut niveau entre les membres des Fora régionaux des Femmes (FRF) et des Jeunes (FRJ), et des organisations de la société civile de la RGL ainsi que les institutions garantes de la mise en œuvre de l'Accord-cadre (2013) et du Pacte de sécurité, de stabilité et de développement pour la région (2006) de la CIRGL. Ce dialogue vise à poursuivre les efforts déjà déployés et d'ouvrir les espaces politiques pour une représentation et une participation effective des femmes dans les processus de prise de décision y compris sur la Paix, la Sécurité et le Développement de la région, conformément à la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations sur les Femmes, Paix et Sécurité ainsi que le Protocole de la CIRGL sur la prévention et la répression de la violence sexuelle contre les femmes et les enfants.

La vingt-quatrième réunion du Comité d'Appui Technique de l'Accord-cadre (CAT) tenue à Nairobi du 16 au 17 juillet 2019, a salué et encouragé l'initiative de réunir les organisations de la société civile et des fora dans le cadre de concertation. Le dialogue servira aussi à contribuer au Sommet du Mécanisme régional de suivi prévu en octobre 2019 à Kinshasa, en République Démocratique du Congo.

OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA RÉUNION TECHNIQUE :

La réunion technique vise à promouvoir la représentation et la participation des femmes et des jeunes filles au sein des instances et des processus de prise de décisions et à assurer la protection et la prévention des violences à l'égard des femmes et des jeunes filles dans la RGL.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

De façon spécifique, la réunion technique vise à :

- Créer un cadre de travail, de réflexion et d'échanges entre les membres du FRF et du FRJ, des OSC œuvrant dans les domaines du leadership et de la participation politique des femmes, ainsi que d'évaluer leur contribution sur les questions de paix et de sécurité, et de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles ;

- Analyser et faire ressortir les problèmes/enjeux prioritaires sur lesquels les parties prenantes engageront un dialogue politique en vue d'accélérer et d'améliorer la mise en œuvre effective des instruments internationaux, régionaux et nationaux de protection des droits de la femme et de la fille, y compris mettre fin à l'impunité pour les crimes de violence commis contre ces dernières ;
- Harmoniser les points de vue des différents fora sur le contenu du plaidoyer à soumettre aux décideurs politiques (Ministres des Affaires Etrangères et Chefs d'Etat et de Gouvernement), sur les questions relatives à représentation et la participation des femmes et des jeunes filles au sein des instances et dans les processus de prise de décision ; à la prévention et la protection contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes ;
- Développer les stratégies appropriées de formulation du message de plaidoyer. ;
- Bâtir un réseau avec les organisations de la société civile et d'autres organisations pour mener le plaidoyer auprès des Etats en vue de la mise en œuvre effective des instruments et des décisions des différents organes régionaux et internationaux ;
- Développer un mécanisme de suivi-évaluation périodique pour assurer la mise en œuvre des stratégies identifiées et des résolutions prises.

RESULTATS ATTENDUS :

- Une analyse exhaustive des contextes et des données sur le degré de représentation et participation de la femme au sein des instances et des processus de prise de décisions dans la RGL est réalisée ;
- Un document stratégique de mise en œuvre des résolutions relatives à la représentation et à la participation des femmes à présenter au dialogue et au mécanisme régional de suivi est élaboré ;
- Les stratégies et les approches de plaidoyer sont identifiées, définies et harmonisées ;
- L'ébauche du document de plaidoyer est élaborée pour être présentée aux ministres des Affaires étrangères en marge du sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements ;
- Un réseau des organisations de la société civile est établi pour présenter le message de plaidoyer aux Chefs d'Etat à travers les ministres ayant la question de la promotion et de la protection de la femme dans leurs attributions ;
- Un format du mécanisme de suivi périodique est développé et adopté par tous les fora.

Participant/es

- 1) Organisations régionales et sous régionales travaillant sur les questions relatives aux droits des femmes ;
- 2) Cinq (5) fora de la CIRGL : Forum Régional des Femmes, Forum des Parlements, Forum du Secteur Privé, Forum Régional des Jeunes and Forum de la Société Civile ;
- 3) Le Mécanisme National de Suivi de la RDC ;
- 4) Les femmes leaders du Comité consultatif de la Plateforme des Femmes ;
- 5) Le Bureau de l'Envoyé spécial de l'Union Africaine en charge des questions femmes, Paix et Sécurité ;
- 6) Bureau de l'Envoyé Spécial de UA pour la région des grands lacs ;
- 7) Le Bureau du Commissaire Paix et Sécurité de l'UA ;
- 8) Le Secrétariat Exécutif de la CIRGL ;
- 9) Le secrétariat de SADC ;
- 10) Bureau de l'Envoyé Spécial pour la région des grands lacs ;
- 11) Les représentants du Système des Nations Unies (UNWOMEN, UNFPA, MONUSCO, UNHCR)
- 12) Les partenaires techniques et financiers CARE international, la Coopération Suisse, la Coopération Allemande GIZ ainsi que la Norvège.

PROGRAMME

Voir document en annexe.

DATE ET LIEU :

La réunion technique aura lieu les 8 et 9 Septembre 2019, à Nairobi, en République du Kenya suivi d'une présentation au Comité d'appui Technique de l'Accord-cadre le 11 Septembre à Nairobi.

PARTENAIRES / ORGANISATEURS :

OSESG, UA, CIRGL, COCAFEM-GL, FFC, UNFPA, GIZ, CARE international, Coopération Suisse

CONTACTS :

Pour toutes informations complémentaires en rapport avec l'organisation de ce forum, veuillez contacter l'une des personnes suivantes :

Nom : **Mme. Nene Bah**

Conseillère principale Genre

Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire General pour les grands Lacs

Email : bah7@un.org Portable: +254 701 156 021

Nom : **Ambassador Eliane Mokodopo**

Directrice du Programme Genre, Femmes et Enfants

CIRGL

Email : elianeberthe.mokodopo@icglr.org Portable : +257 799 744 97

Nom : **Mr. Claude Kabutware**

Secrétaire Exécutif

Concertation des Collectifs des Associations féminines dans les Grands Lacs (COCAFEM-GL)

Email : cocafem.grandslacs@gmail.com; kabuclaude@yahoo.com

Portable : +250 788690332 Skype ID : kabuclaude

Nom : **Mr. Simon Idi**

Chargé de Programme,

Fonds pour les Femmes Congolaises (FFC)

Email : simon.idi@ffcrdc.org

Portable : +243 814 836 307 Bureau : +243 - 822221195